

CARES-NIGER

Présentation du Niger

Avec une superficie de 1 million deux cent soixante-sept mille kilomètres carrés et une population de 21,5 millions d'habitants en 2017, le Niger est un vaste pays enclavé au cœur du sahel. Il est limité au nord par l'Algérie et la Lybie, au sud par le Bénin et le Nigéria, à l'est par le Tchad et à l'ouest par le Burkina Faso et le Mali. La capitale du Niger est Niamey. Les principales villes sont Agadez, Diffa, Dosso, Maradi (capitale économique, Tahoua, Tillabéri et Zinder.

SITUATION SYNDICALE

Principales Centrales : **CDTN, CNT, USTN.**

L'histoire du mouvement syndical nigérien est intimement liée à l'histoire politique du Niger et à celle de l'Union des Scolaires Nigériens. Malgré des conditions défavorables, il a connu un développement rapide.

Ainsi dès 1946, des syndicats étaient devenus très actifs. Il faut retenir principalement le Syndicat C.G.T/FO dirigé par PONOUE MEDARD, Union autonome des syndicats du Niger dirigés par LABO HANAFI, le Syndicat C.F.T.C dirigé par GERVAIS DJOONHOUND dit DJONDO, l'Union des Syndicats Confédérés du Niger (U.S.C.N /CGT).

Déjà, deux tendances se dégagent : d'une part ceux proches des partis politiques, et d'autre part ceux affiliés aux centrales françaises ou aux mouvements africains comme le syndicat des enseignants. Les premiers syndicats étaient ceux entreprises et c'est après que la situation a commandé la création des syndicats de l'administration publique.

En 1960 naquit l'Union Nationale des Travailleurs du Niger (UNTN) proche du PPN-RDA et connu sa première crise en 1969 par l'éviction de René Delanne et l'élection de Sidde Hassan propulsé par le Gouvernement.

En 1976 au 9^{ème} congrès, l'UNTN devient Union des Syndicats des Travailleurs du Niger, après l'exécution d'Ahmed Moudour impliqué dans un coup de force manqué. A partir de 1996, le pluralisme syndical refait surface. Plusieurs syndicats sont nés. En 1996 la confédération Nigérienne du Travail (CNT) est née avec le retrait des camarades Sako Mamadou, Sofou Salifou, Issoufou Seybou et leurs camarades de l'USTN.

En 2000 l'USTN connaît le départ de 06 syndicats : le SNEN, le SNAI, le SNAD, le SNASS, le SNAT et le SUSAS pour créer l'Alternative Crédible aux Exigences des Travailleurs (ACET) qui devient en 2001 la Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN).

En 2009, les OS s'allient aux OSC et à l'opposition politique pour exiger le respect de la constitution et la tenue des élections démocratiques.

Aujourd'hui, il existe 14 centrales syndicales au Niger réparties en deux blocs opposés : l'Intersyndicale des Travailleurs du Niger (ITN) qui regroupe les 7 premières centrales et les plus représentatives et la Convergence des Syndicats des Travailleurs du Niger (CSTN) qui regroupe les 6 dernières centrales nées.

Le mouvement syndical nigérien est caractérisé depuis les 15 dernières années par des divisions et querelles internes. Il perdu une bonne partie de sa bonne image et il n'est pas rare de voir des infiltrations et des manipulations politiciennes.

Le taux de syndicalisation est encore faible malgré la prolifération des syndicats (plus de 500). Les syndicats se caractérisent par leur extrême pauvreté ; dans la plupart des cas ils n'ont ni les ressources nécessaires, ni les capacités et les moyens d'action. Mais ils restent mobilisés et ont la capacité de réagir face à certaines situations.

Trois centrales (CDTN, CNT, USTN) sont affiliées à la CSI.

SITUATION SOCIOECONOMIQUE :

Le taux d'accroissement démographique est de 3,9%.

Le taux de chômage est à 2,6%. (INS 2017).

Le chômage frappe plus les jeunes et les femmes.

L secteur informel emploie plus de 80% de la population active majoritairement jeune.

1% seulement de la population bénéficie d'un système de protection sociale.

Le taux d'alphabétisation se situe depuis une décennie entre 22 et 30%.

Le taux de scolarisation est très disparate et est estimé à 78% en 2017.

L'urbanisation est galopante et se situe entre 15 et 20%.

L'insécurité résidentielle est ambiante.

Le taux de couverture sanitaire est de 47,47% en 2015.

L'agriculture occupe 90% de la population active et constitue 36,16% du PIB.

Le taux de pauvreté est de 44,1% et le revenu moyen par habitant est de 420 dollars.

Le principal produit d'exportation est l'uranium.

L'économie du Niger dépend beaucoup des importations et la balance commerciale est déficitaire.

Le secteur primaire domine, mais on assiste à un développement relativement rapide des secteurs secondaire et tertiaire.

La croissance du PIB devrait atteindre 5% en 2019 contre 4,5 % en 2017

La dette publique est en accroissement rapide ces 5 dernières années, qui selon la Banque Mondiale est passé de 27% à 35% du PIB entre 2014 et 2016.

Par contre le déficit budgétaire s'améliore et devrait atteindre 4,5% en 2019.

Cependant, l'économie du Niger est fragilisée ces dernières années d'une part par la situation sécuritaire très préoccupante du fait des conséquences de l'effondrement de l'Etat Libyen et de l'activisme des groupes terroristes dans le nord Mali et le nord-est du Nigéria et d'autre part par la baisse des prix des matières premières.

Le Niger dispose fort heureusement d'importants gisements de ressources naturelles sur l'ensemble du territoire : uranium, pétrole, or, phosphate, manganèse, charbon, fer...

SITUATION POLITIQUE

Le Niger est proclamé République le 18 décembre 1958 et est indépendant depuis le 03 août 1960 avec un régime dit démocratique renversé le 14 avril 1974 par un régime militaire.

En 1989 suite au sommet de la Baule, le Niger opte pour le multipartisme intégral revendiqué par les organisations syndicales, les associations de droit de l'Homme et l'Union des Scolaires Nigériens. En 1991, se tient la Conférence Nationale Souveraine qui a mis en place des institutions de transition, en prélude aux élections générales. En 1993, eurent lieu les élections démocratiques et l'installation des institutions démocratiques.

Depuis lors, le Niger est plongé dans une instabilité politique et sociale : 3 coups d'Etat en 10 ans, 3 chefs d'Etat, 4 présidents de la République.

Les mouvements de grève se succèdent en raison des arriérés de salaires, des bas salaires et d'autres revendications et réclamations non satisfaites. Le mouvement de grève le plus célèbre est celui l'USTN (seule centrale à l'époque) en **1994 avec 55 jours**.

Les années 2000 sont marquées par un activisme important des organisations de la société civile qui continuent leur bras de fer avec les différents gouvernements pour exiger plus de démocratie, de bonne gouvernance, de transparence dans la gestion des affaires publiques et le respect des droits humains.

Les OS et les OSC sont très actives et ont dans bien de cas contraint le Gouvernement à changer de position et tenir compte des conditions de vie des nigériens.